

Liste « Ingénieurs, cadres et assimilés »



Sylvie Sanguiol
Pilote Avant-projet
(Guyancourt)



Joseph Morel-Guillemaz
Pilote Innovation
(Guyancourt)

Liste « Autres salariés »



Christine Taffin
Spécialiste Conditions de travail (Cléon)



Samuel Beauvois
Opérateur Tôlerie (MCA)



Anne Martinon
Animatrice Standard & Processus (Guyancourt)



Pascal Pottiez
Approvisionnement pièces
(Douai)

**Union Syndicale SUD
du Groupe Renault (USSGR)**



**CARTON ROUGE POUR LA GESTION DE GHOSN,
ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE RENAULT**

Malgré l'autosatisfaction de nos dirigeants, le montant du chiffre d'affaires de RENAULT **stagne** depuis 15 ans. En 2015, il s'élevait à 45 milliards d'euros contre... 44 milliards en 2001 (en euros constants), pendant que celui de Nissan doublait !

Effectifs en baisse et salaires bloqués... sauf pour le PDG

Nous étions 61 900 à élire nos représentants au Conseil d'Administration en 2008. Nous ne sommes plus que 46 200 en 2016. Durant ces quatre dernières années, plus de **7 000 emplois ont été supprimés en France**.

Entre 2008 et 2012, la crise économique a été le prétexte pour bloquer nos salaires. En 2013, l'**accord compétitivité** signé par la CFE-CGC, CFDT et FO a pris le relais.

Mais le Conseil d'Administration n'a pas hésité cette année à octroyer une nouvelle augmentation à **notre « cher » PDG**, bravant même l'avis des actionnaires. Ses revenus sont ainsi passés de 2,11 millions d'euros en 2011 à 7,25 aujourd'hui.

Résultat : nos conditions de travail se dégradent et nos revenus sont quasiment gelés depuis 8 ans, alors que ces 3 dernières années les dix plus hauts salaires de Renault ont augmenté de 35 % et les dividendes versés aux actionnaires de 39 % !

Des subventions publiques pour quoi faire ?

Renault est à la traîne sur la **dépollution** des moteurs diesel et essence, faute d'investissements suffisants.

Tout cela n'empêche pas Renault, qui fait de confortables bénéfices, de **pomper l'argent public** sous forme de Crédit Impôt Recherche (**CIR**) ou de Crédit Impôt Compétitivité Emploi (**CICE**).

**Avons-nous entendu les administrateurs salariés
s'exprimer durant leur mandat ?
Qu'ont-ils voté ? A quoi ont-ils servi ? Mystère...**

Les administrateurs ont certes une obligation de discrétion. Mais les élus actuels (CFE/CGC, FO, CGT) font plutôt du zèle en ce domaine.

Les salariés qui les ont élus sont en droit de savoir ce qui se passe au Conseil d'Administration.

Du 3 au 6 octobre 2016, nous élirons nos représentants. Les candidats SUD s'engagent à être **vos porte-paroles** au conseil d'administration, à **vous rendre compte** de ce qui s'y passe et à y assumer le rôle de **lanceurs d'alerte**.

Un conseil d'administration sous influence

Le Conseil d'Administration est composé de 19 membres, répartis comme suit :

- ⇒ 1 président (Carlos Ghosn)
- ⇒ 10 administrateurs « indépendants » élus par l'assemblée générale des actionnaires
- ⇒ 2 administrateurs élus sur proposition de Nissan
- ⇒ 2 administrateurs représentants et désignés par l'État français
- ⇒ 3 administrateurs élus par les salariés (CFE/CGC, FO et CGT)
- ⇒ 1 administrateur représentant les actionnaires salariés (CFDT)

Les principaux rôles du Conseil d'administration :

- ⇒ Détermine, sur proposition du PDG, la stratégie de la Société
- ⇒ Détermine la rémunération du PDG, le renouvellement du mandat du PDG (Ghosn en 2010 et 2014)
- ⇒ Propose au vote des actionnaires les administrateurs considérés comme indépendants, prépare et convoque l'Assemblée générale des actionnaires et en fixe l'ordre du jour.

Une chambre d'enregistrement aux mains de Ghosn et de ses amis

- Les représentants des **salariés sont ultra-minoritaires** au CA, qui est dominé par des grands patrons.
- Il n'y a **aucun représentant d'associations** (automobilistes, usagers des transports, collectivités locales, environnement...) pourtant concernés par les choix stratégiques d'un constructeur comme Renault.
- Le Conseil d'Administration **ne rend des comptes qu'aux actionnaires**, qui perçoivent chaque année en retour de plus en plus de dividendes, et **pas aux salariés**.
- Grâce notamment au filtrage des candidatures proposées au vote de l'assemblée des actionnaires, le Conseil n'est qu'une **chambre d'enregistrement** qui conforte le pouvoir de son **PDG tout puissant**.

Des administrateurs « indépendants »... presque tous PDG

- **Marc Ladreit de Lacharrière** : PDG de Fimalac (holding financière et immobilière), administrateur du Groupe Casino, du groupe Lucien Barrière et... milliardaire (722^{ème} fortune mondiale selon Forbes)
- **Alain Belda** : ex-PDG d'Alcoa (multinationale de l'aluminium), Directeur exécutif de Warburg Pincus (États-Unis), administrateur d'IBM et de plusieurs sociétés brésiliennes
- **Thierry Desmarest** : ex-PDG de Total, administrateur de Total SA et d'Air Liquide
- **Franck Riboud** : ex-PDG de Danone, Président du Conseil d'administration de Danone, administrateur de Bagley Latinoamerica (Espagne) et de Rolex SA (Suisse)
- **Patrick Thomas** : ex-PDG d'Hermès, administrateur de plusieurs filiales d'Hermès, membre du Conseil de surveillance des champagnes Perrier
- **Pascale Sourisse** : Présidente de Thalès International et Europe, administratrice de Vinci et d'Areva
- **Olivia Qiu** : ex-Directrice générale d'Alcatel-Lucent Shanghai Bell (Chine), administratrice de Saint-Gobain
- **Philippe Lagayette** : administrateur de Kering (ex Pinault-Printemps-Redoute) et de Fimalac
- **Chérie Blair** : épouse de l'ex 1^{er} ministre Tony Blair. Dirige un cabinet d'avocat connu pour défendre le régime dictatorial des Maldives. A scandalisé en touchant de l'argent pour des conférences caritatives.
- **Dominique De La Garanderie** : avocate au barreau de Paris, membre du Comité d'éthique entrepreneuriale du MEDEF et du Haut Comité du Gouvernement d'Entreprise AFEP-MEDEF

Ces administrateurs, soi-disant indépendants, représentent en fait le grand patronat. Au Conseil d'Administration de Renault, ces administrateurs défendent leurs propres intérêts, pas ceux des salariés.

Des administrateurs salariés incolores et inodores

- **Affaire d'espionnage : Les administrateurs salariés volent au secours de Carlos Ghosn**

Après avoir licencié trois cadres dirigeants accusés à tort d'espionnage, Carlos Ghosn, contraint de faire marche arrière, se voit remis en selle par le conseil d'administration.

En mars 2011, Le conseil d'administration de Renault **approuve à l'unanimité, administrateurs salariés compris (CFE/CGC, FO, CGT + CFDT)**, le plan de Carlos Ghosn censé tirer les conséquences de la crise.

Le plan d'action comprend notamment de « *restaurer la confiance dans l'entreprise et ses dirigeants* » et de « *la refonte de la gouvernance de Renault* », **un chantier « conduit » par Carlos Ghosn !**

- **Droits de vote double : Où sont passés les administrateurs salariés ?**

En avril 2015, la montée au capital de Renault l'état, qui veut conserver ses droits de vote double à l'Assemblée des actionnaires, provoque une nouvelle crise.

En décembre 2015, le conseil d'administration de Renault **approuve à l'unanimité un accord dit de « stabilisation de l'Alliance entre Renault et Nissan »** en trois points :

⇒ Le principe des droits de vote double est maintenu mais plafonné.

⇒ La conservation de la non-activation des droits de vote de Nissan dans Renault.

⇒ Renault ne pourra interférer dans la gouvernance de Nissan.

Une fois encore, les administrateurs salariés **n'ont pas fait entendre** de voix différente et **ont approuvé les choix de la direction.**

- **Salaire de Ghosn : Pour les administrateurs salariés, le silence est d'or**

De temps en temps, on apprend par les médias que des administrateurs salariés ont voté contre la rémunération de Carlos Ghosn, sans savoir d'ailleurs si cette opposition est par conviction ou de circonstance.

Il faut dire qu'on n'entend rarement les administrateurs censés nous représenter s'exprimer.

Certes les administrateurs sont tenus à la « discrétion ». Mais à ce stade, ce n'est plus de la discrétion mais une disparition !

Faire entendre la voix des salariés

Les administrateurs salariés actuels sont tellement indolores et incolores que leur élection par les salariés est celle qui connaît le plus **fort taux d'abstention** (32 % de participation en 2012 dans le collège APR/ETAM).

Votez SUD pour sanctionner les administrateurs salariés sortants

Votez SUD pour faire entendre une voix différente au Conseil d'Administration !

Pour contacter le syndicat SUD Renault Cléon :

 sud.cleon@renault.com  01.76.86.13.45

Driss Oulachir 68374– Christine Taffin : tél 61378

LA GESTION DE RENAULT DANS NOS USINES, C'EST :

1,4 millions de véhicules produits dans les usines Renault en France en 2001. Moins de 600 000 aujourd'hui !

- La **seconde ligne** a été supprimée dans toutes les usines.
- L'usine de **Sandouville** a perdu le haut de gamme et ses effectifs ont fondu massivement.
- Suite à l'accord compétitivité de 2013 (signé par CFE/CGC, CFDT et FO) : les **horaires de travail** se sont intensifiés, de nombreux **jours de congés** ont été perdus, le **prêt de main-d'œuvre** s'est développé entre les sites Renault avec la création des « pôles », éloignant beaucoup de salariés de leurs familles.
- Les **effectifs** Renault fondent, alors que la direction a **recours massivement aux intérimaires**.
- Alors que le nombre **d'accidents de travail** a bondi de 80 % de 2012 à 2015, au lieu de mettre en place les moyens pour les réduire, la direction réprime et sanctionne les salariés.
- Comme dans l'Ingénierie, les usines du Groupe ont connu plusieurs **suicides** et tentatives liés au travail...

DES SALARIÉS PAS MIEUX LOTIS DANS LES AUTRES PAYS

En **Turquie** : licenciements et arrestations à Bursa de centaines de salariés revendiquant des augmentations de salaire et la **création d'un syndicat libre**.

Chez **Nissan** : chantage à la fermeture de l'usine de Canton (USA) en cas de création d'un syndicat, cadences infernales à Sunderland, temps de travail excessif dans l'Ingénierie/Tertiaire au Japon.

En **Russie** : des dizaines de milliers d'emplois supprimés à Avtovaz...

CET AVENIR QU'ILS NOUS PRÉPARENT, REFUSONS LE !

La direction de Renault prépare un nouvel accord de compétitivité, dans la même logique que le premier accord de 2013. « **L'usine du futur** » ne doit pas être celles des cadences infernales, de la précarité et de la disparition des métiers.

Voter pour les candidats SUD (USSGR), c'est voter pour :

- Le **développement des activités et des compétences au sein de Renault et ses filiales**.
- L'**embauche de 7000 salariés en CDI** pour remplacer les 7000 emplois supprimés récemment.
- Une **Augmentation Générale des Salaires (AGS) de 300 €** par mois pour tous.
- Le **plafonnement** des rémunérations du PDG et des cadres dirigeants de Renault au niveau du salaire des cadres non dirigeants, la **suppression** du versement d'actions gratuites.
- La **baisse des jetons de présence** au niveau du salaire horaire moyen chez Renault.

Voter pour les candidats présentés par l'Union des Syndicats SUD du Groupe Renault (USSGR), c'est la certitude que :

- la voix des salariés se fera entendre au conseil d'administration.
- l'opacité du conseil d'administration sera mise à mal, car nous nous engageons à tout faire pour que les salariés sachent ce qui s'y passe !

**Renault doit être au service des salariés et de la collectivité,
pas à celui des actionnaires
et des ambitions personnelles de ses dirigeants**

